



Date d'émission :

Requête d'assistance judiciaire

Art. 119 CPC

1 Requéran(t)e

Nom *	Rue *	N°	Numéro de téléphone
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Prénom *	Case postale		Numéro de téléphone portable
<input type="text"/>	<input type="text"/>		<input type="text"/>
Date de naissance	NPA * Lieu *		Adresse e-mail
<input type="text"/>	<input type="text"/>		<input type="text"/>
Profession *	Etat civil *		Lieu d'origine
<input type="text"/>	<input type="radio"/> célibataire		<input type="text"/>
Employeur	<input type="radio"/> marié(e)		Nationalité
<input type="text"/>	<input type="radio"/> veuf/veuve		<input type="text"/>
* à indiquer obligatoirement	<input type="radio"/> divorcé(e)		Traduction nécessaire ?
	<input type="radio"/> séparé(e)		<input type="checkbox"/> Oui
	<input type="radio"/> lié(e) par un partenariat enregistré		Langue
	<input type="radio"/> ex-partenaire enregistré(e)		<input type="text"/>
	<input type="radio"/> en concubinage		

2 Conjoint(e); partenaire enregistré(e); concubin(e)

Nom *	Rue *	N°	Numéro de téléphone
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Prénom *	Case postale		Numéro de téléphone portable
<input type="text"/>	<input type="text"/>		<input type="text"/>
Date de naissance	NPA * Lieu *		Adresse e-mail
<input type="text"/>	<input type="text"/>		<input type="text"/>
Profession	Employeur		Lieu d'origine
<input type="text"/>	<input type="text"/>		<input type="text"/>
* à indiquer obligatoirement			Nationalité
			<input type="text"/>

3 Enfants du (de la) requérant(e)

Premier enfant

Nom	Profession ou activité	Revenu net mensuel
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Prénom	Employeur	Vit dans le même ménage ?
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
Date de naissance		
<input type="text"/>		

Deuxième enfant

Nom	Profession ou activité	Revenu net mensuel
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Prénom	Employeur	Vit dans le même ménage ?
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
Date de naissance		
<input type="text"/>		

Troisième enfant

Nom	Profession ou activité	Revenu net mensuel
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Prénom	Employeur	Vit dans le même ménage ?
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
Date de naissance		
<input type="text"/>		

Quatrième enfant

Nom	Profession ou activité	Revenu net mensuel
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Prénom	Employeur	Vit dans le même ménage ?
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
Date de naissance		
<input type="text"/>		

4 Enfants du (de la) partenaire

Premier enfant

Nom

Prénom

Date de naissance

Profession ou activité

Employeur

Revenue net mensuel

Vit dans le même ménage ?

Oui Non

Deuxième enfant

Nom

Prénom

Date de naissance

Profession ou activité

Employeur

Revenue net mensuel

Vit dans le même ménage ?

Oui Non

Troisième enfant

Nom

Prénom

Date de naissance

Profession ou activité

Employeur

Revenue net mensuel

Vit dans le même ménage ?

Oui Non

Quatrième enfant

Nom

Prénom

Date de naissance

Profession ou activité

Employeur

Revenue net mensuel

Vit dans le même ménage ?

Oui Non

5 Autres personnes vivant dans le ménage

Première personne

Nom

Profession ou activité

Revenu net mensuel

Prénom

Employeur

Date de naissance

Deuxième personne

Nom

Profession ou activité

Revenu net mensuel

Prénom

Employeur

Date de naissance

Troisième personne

Nom

Profession ou activité

Revenu net mensuel

Prénom

Employeur

Date de naissance

Quatrième personne

Nom

Profession ou activité

Revenu net mensuel

Prénom

Employeur

Date de naissance

6 Conclusions au fond ¹

7 Motivation des conclusions au fond ²

8 Assistance judiciaire

Avez-vous besoin d'un avocat?

Oui Non

Avocat souhaité:

Si oui, pour quelles raisons?

9 Protection juridique et avances sur honoraires d'avocat

Bénéficiez-vous d'une assurance protection juridique ou bien les frais de procédure sont-ils supportés par des tiers (association professionnelle, syndicat, etc.) ? Oui Non

Si oui, par qui et dans quelle mesure ?

Avez-vous versé des avances sur honoraires à votre avocat (montant total) ?

10 Aide sociale

Bénéficiez-vous de l'aide sociale?

Oui Non

Si oui, pour combien de temps vous est-elle accordée?

11 Revenu (par mois)

Eléments du revenu	Requérant(e)	Partenaire
Salaire net (13eme mois inclus), pension	CHF	CHF
Revenu accessoire	CHF	CHF
Rentes (AVS, AI, PC etc.)	CHF	CHF
Indemnités de l'assurance-chômage	CHF	CHF
Contributions d'entretien / contributions pour personnes à charge	personnelle CHF	CHF
	enfants CHF	CHF
Total allocations familiales / allocations de formation professionnelle	CHF	CHF
Contributions des enfants au ménage	CHF	CHF
Rendement de la fortune	CHF	CHF
Autres revenus (par ex. sous-location)	CHF	CHF
Total revenu par mois	CHF	CHF

12 Dépenses (par mois)

Poste de dépense	Requérant(e)	Partenaire
Loyer, charges comprises	CHF	CHF
Intérêts hypothécaires, frais accessoires compris	CHF	CHF
Primes d'assurance-maladie, après déduction des réductions de prime	CHF	CHF
Assurance ménage/RC	CHF	CHF
Primes d'assurance vie	CHF	CHF
Autres primes d'assurance	CHF	CHF
Frais médicaux non couverts	CHF	CHF
Cotisations sociales non déduites du salaire	CHF	CHF
Abonnement transports publics	CHF	CHF
Frais des déplacements en voiture vers lieu de travail *	CHF	CHF
Repas pris à l'extérieur	nombre de repas	nombre de repas
(s'ils excèdent CHF 10.00)	CHF	CHF
Formation continue	CHF	CHF
Formation des enfants	CHF	CHF
Prise en charge extrafamiliale des enfants	CHF	CHF
Contributions d'entretien	CHF	CHF
Intérêts pour dette	CHF	CHF
Amortissement de dette	CHF	CHF
Impôts (Confédération, canton, commune)	CHF	CHF
Autres dépenses	CHF	CHF
	CHF	CHF
	CHF	CHF
Total dépenses par mois	CHF	CHF

* Motivation de l'utilisation d'une voiture pour les déplacements vers le lieu de travail (distance entre le domicile et le lieu de travail, nombre de trajets journaliers) :

13 Grosses dépenses prévues ³

--

14 Fortune

Eléments de la fortune	Désignation	Requérant(e)	Partenaire
Comptes courants et d'épargne, titres		CHF	CHF
		CHF	CHF
		CHF	CHF
Argent liquide		CHF	CHF
Biens-fonds, maison, logement en propriété (valeur vénale)		CHF	CHF
		CHF	CHF
		CHF	CHF
Véhicule (valeur actuelle) marque, type, année kilométrage prix d'achat		CHF	CHF
	kilométrage	km	km
	prix d'achat	CHF	CHF
Assurance-vie (valeur de rachat)		CHF	CHF
		CHF	CHF
Autres éléments de la fortune		CHF	CHF
		CHF	CHF
		CHF	CHF
Parts (entreprise, communauté d'héritiers, etc.)		CHF	CHF
		CHF	CHF
Total de la fortune		CHF	CHF

15 Dettes

Type de dettes	Requérant(e)	Partenaire
Crédit, prêt (montant actuel de la dette)	créancier	créancier
	montant CHF	montant CHF
	créancier	créancier
	montant CHF	montant CHF
	créancier	créancier
	montant CHF	montant CHF
	total CHF	total CHF
Arriérés d'impôts Impôt cantonal, communal et fédéral direct (par an)	année	année
	montant CHF	montant CHF
	année	année
	montant CHF	montant CHF
	année	année
	montant CHF	montant CHF
Gage immobilier	CHF	CHF
Autres dettes	CHF	CHF
	CHF	CHF
Total dettes	CHF	CHF

16 Annexes ⁴

- attestation de l'autorité fiscale ou dernière décision de taxation détaillée
- attestation des services de l'aide sociale (le cas échéant); estimation chiffrée des besoins
- certificat de salaire de l'année précédente
- décomptes de salaire de l'année en cours
- contrat de bail
- contrat de travail
- décomptes des intérêts hypothécaires et des frais accessoires de l'année précédente
- attestations de primes d'assurance-maladie
- décision d'octroi d'une réduction des primes d'assurance-maladie
- attestation d'assurance ménage / RC
- extraits actuels des comptes postaux et bancaires
- dernière déclaration d'impôts (avec le récapitulatif des titres détenus)
- autres titres attestant de la situation financière du requérant :

Le requérant / la requérante déclare que les données ci-dessus sont véridiques et complètes et autorise le juge à prendre connaissance de ses dossiers fiscaux.

17 Date

.....

18 Signature ⁵

.....

La requête peut être adressée au tribunal ou à l'autorité de conciliation sous forme d'un document papier ou électronique. Si les actes et les annexes sont adressés sur papier, un exemplaire doit être transmis à l'intention du tribunal ou de l'autorité et un à l'intention de chaque partie adverse. Les documents adressés sous forme électronique doivent être certifiés par la signature électronique reconnue de l'expéditeur (art. 130 et 131 CPC); la transmission par courrier électronique ordinaire n'est pas admise.

Le requérant auquel est accordé l'assistance judiciaire est tenu de la rembourser dès qu'il est en mesure de le faire (art. 123 CPC).

Attestation de l'autorité fiscale de la commune de domicile

1 Requérent

Nom	Rue	N°	NPA	Lieu
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Prénom				
<input type="text"/>				

En cas de changement de domicile au cours de l'année précédente, l'attestation doit être délivrée par l'ancienne commune de domicile.

2 Information sur les taxes

Revenu net selon la dernière décision de taxation

Année	CHF
<input type="text"/>	<input type="text"/>

Fortune nette selon la dernière décision de taxation

Année	CHF
<input type="text"/>	<input type="text"/>

Le requérant ou sa famille ont-ils régulièrement payé leurs impôts jusqu'à présent ?

Oui Non

Arriérés d'impôts :

Année	CHF
<input type="text"/>	<input type="text"/>

Année	CHF
<input type="text"/>	<input type="text"/>

Le paiement des arriérés a-t-il fait l'objet d'une convention avec l'autorité fiscale?

Oui Non

Si oui, de quel ordre?

CHF

Somme approximative que le requérant devrait payer l'année prochaine à titre d'impôts directs (commune, canton, Confédération) :

CHF

3 Date

.....

4 Timbre

.....

5 Signature de l'autorité fiscale ou de la chancellerie communale

.....

-
- ¹ La demande doit contenir les conclusions au fond : que veut le demandeur du défendeur dans le procès ? Par ex. : « Le demandeur requiert que le défendeur soit condamné à lui verser CHF 3'000.00, plus intérêts à 5 % à partir du 1.1.2011. » Il est également possible de renvoyer aux documents à l'appui de l'action au fond s'ils ont été déposés avant la présente requête ou en même temps qu'elle.
 - ² Indiquer, de manière compréhensible et ordonnée, les raisons principales pour lesquelles les conclusions au fond ne sont pas dépourvues de toute chance de succès. Les moyens de preuve correspondants (notamment des titres) sont indiqués pour chaque fait. Il est également possible de renvoyer aux documents à l'appui de l'action au fond s'ils ont été déposés avant la présente requête ou en même temps qu'elle.
 - ³ Dépenses extraordinaires prévues telles que les frais médicaux et dentaires, les médicaments, une naissance, un déménagement ou la prise en charge de membres de la famille.
 - ⁴ Tout document permettant d'établir la situation financière du requérant doit être joint. Les revenus sont justifiés par un certificat de salaire ou les comptes d'entreprise ou, au besoin, par des extraits de compte bancaire ou postal. Tant l'existence (par ex. à l'aide de contrats, d'attestations, de factures) que le paiement régulier (quittances) des dépenses indiquées (loyers, primes d'assurance, contribution d'entretien, impôts, mensualités de remboursement de crédit, etc.) doivent être établis. Le solde de tous les comptes bancaires ou postaux doit être attesté.
 - ⁵ Le requérant doit signer la demande en personne s'il n'a pas de représentant. S'il a un représentant, celui-ci doit signer la demande et présenter une procuration.



RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

TRIBUNAL CANTONAL

CESSION CONDITIONNELLE DE CRÉANCE

dans le cadre de l'assistance judiciaire

A. Créancier cédant :

Identité du cédant (avec nom, prénom et date de naissance) :

Bénéficiaire de la cession :

République et Canton du Jura, Recette et administration du District de Porrentruy, Rue Auguste-Cuenin 15, 2900 Porrentruy (Tél. 032 420 32 70 – secr.rdp@jura.ch – CCP 25-1318-2 – IBAN : CH54 0900 0000 2500 1318 2).

B. Débiteur et créance(s) cédée(s) :

Identité du débiteur :

No affaire : _____ - Créance(s) cédée(s):

Par ce document, le créancier cède à la République et Canton du Jura sa créance contre le débiteur à concurrence des frais de justice et honoraires d'avocat d'office avancés par l'Etat, à titre de remboursement de l'assistance judiciaire qui lui a été accordée. Dès lors, le débiteur ne pourra se libérer valablement qu'en s'acquittant de son dû en mains de l'Etat. Cette cession est toutefois soumise à la condition que la créance soit reconnue, en tout ou partie, soit par acquiescement, soit par transaction, soit par décision judiciaire ; ainsi, tant que cette condition ne s'est pas réalisée, le créancier reste seul titulaire de l'entier de la créance.

Lieu et date :

Signature :

¹ Entrée en vigueur dès le 1^{er} janvier 2021, RSJU 271.1.